



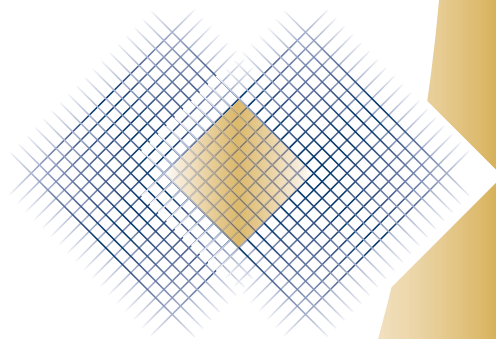
Commissariat
aux langues
officielles

Office of the
Commissioner of
Official Languages

LES LANGUES OFFICIELLES SUR INTERNET

Les sites de missions diplomatiques
et d'organisations internationales

Suivi



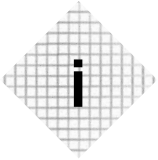
Pour communiquer avec le Commissariat aux langues officielles, composez sans frais le 1 877 996-6368.
www.ocol-clo.gc.ca

© Ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 2005
N^o. de cat. : SF31-62/2005
ISBN : 0-662-68668-3
OCOL-CLO IE002-01-2005

Pour une liste des erreurs ou omissions dans la présente publication trouvées après impression, veuillez visiter notre site Web
à l'adresse www.ocol-clo.gc.ca.

TABLE DES MATIÈRES

1- Introduction	1
2- Méthodologie	1
3- Observations	1
Recommandation 1	2
Recommandation 2	3
Recommandation 3	4
4- Conclusion et réponse du Ministère	5
Annexes	
Annexe A : Sites des missions diplomatiques canadiennes	6
Annexe B : Sites des missions diplomatiques étrangères	8
Annexe C : Sites des organisations internationales	10
Annexe D : Liste des sites étudiés (missions diplomatiques)	12
Annexe E : Liste des sites étudiés (organisations internationales)	14

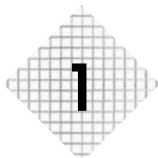


1. INTRODUCTION

Au cours de l'été 2004, le Commissariat aux langues officielles a effectué un suivi de l'étude intitulée *Les langues officielles sur Internet : les sites de missions diplomatiques et d'organisations internationales*, publiée en avril 2002. Cette étude recommandait des mesures précises que le ministère des Affaires étrangères du Canada¹ pouvait prendre pour veiller à ce que le français et l'anglais jouissent du même statut dans les sites Web des missions canadiennes à l'étranger, des missions diplomatiques étrangères au Canada et des organisations internationales.

Le suivi a été effectué dans le but de déterminer les progrès réalisés par Affaires étrangères Canada dans la mise en œuvre des recommandations contenues dans l'étude d'avril 2002.

Nous avons entrepris ces travaux conformément aux parties IV et VII de la *Loi sur les langues officielles*. La partie IV traite de l'obligation qu'ont les institutions fédérales de communiquer avec le public canadien et d'offrir des services dans les deux langues officielles, tandis que la partie VII souligne l'engagement du gouvernement du Canada à promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne.



2. MÉTHODOLOGIE

Dans le cadre de notre suivi, nous avons rencontré des fonctionnaires d'Affaires étrangères Canada, recueilli de la documentation et analysé la réponse du Ministère à l'égard de nos recommandations afin de déterminer s'il a pris ou non toutes les mesures nécessaires pour garantir que le statut des langues officielles sur Internet constitue un aspect important de la politique internationale canadienne. Nous avons en outre visité des sites Web afin de vérifier visuellement si des améliorations avaient été apportées en ce qui a trait à l'utilisation des deux langues officielles du Canada.

3. OBSERVATIONS

Selon les conclusions de l'étude de 2002, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international avait commencé à avancer dans la bonne direction en ce qui a trait à la visibilité appropriée du français et de l'anglais sur Internet. Toutefois, il restait beaucoup à faire en ce qui concerne les sites Internet des missions diplomatiques étrangères au pays et ceux des organisations internationales.

1. Anciennement le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, qui a été divisé pour former deux ministères distincts.

Dans cette section, nous présentons les conclusions auxquelles nous en sommes venus pour chaque recommandation et nous suggérons des façons d'en favoriser la pleine mise en œuvre.

Recommandation 1

La commissaire recommandait :

que le ministère des Affaires étrangères revoie ses mécanismes de contrôle de façon à assurer en tout temps l'équité du français et de l'anglais sur les sites Internet des missions diplomatiques canadiennes à l'étranger.

Notre suivi montre que l'information des 44 sites Web examinés (voir l'annexe A) est diffusée dans les deux langues officielles. Les sites des missions du Canada en Finlande, en Hongrie, en Afrique du Sud et en Ukraine, qui avaient été montrés du doigt dans l'étude de 2002, accordent dorénavant la même importance à l'anglais et au français.

Affaires étrangères Canada a pris un certain nombre de mesures pour assurer une présence égale du français et de l'anglais dans les sites Web des missions diplomatiques canadiennes à l'étranger. Sa politique relative aux langues officielles sur Internet, qui s'applique à tous les documents et sites Web du Ministère ainsi qu'à toute la documentation multimédia diffusée au moyen d'Internet, constitue le cadre de contrôle. Cette politique fait régulièrement l'objet d'un examen permettant de garantir que les dispositions qu'elle contient aident les missions à assumer leurs responsabilités aux termes de la *Loi sur les langues officielles*.

Affaires étrangères Canada exige que tous ses sites Web soient dans les deux langues officielles. Le fait de ne pas se conformer à la politique du Ministère peut entraîner la déconnexion du site Web, jusqu'à ce que l'information destinée au public canadien soit accessible en français et en anglais. Les sites font l'objet d'une surveillance continue pour assurer une présentation uniforme.

Suivi de la recommandation 1 : recommandation entièrement mise en œuvre.

Recommandation 2

La commissaire recommandait :

que le ministère des Affaires étrangères poursuive activement ses efforts de promotion auprès des missions diplomatiques étrangères afin que celles-ci accordent une place adéquate au français et à l'anglais sur leur site Internet.

Vingt et un des 44 sites Web de missions diplomatiques étrangères examinés (voir l'annexe B) ne présentent toujours pas de contenu en français. Depuis l'étude de 2002, on trouve du français sur les sites de l'Australie, de la Chine et de la Lettonie. Les missions de la Belgique, de la Chine, de la Finlande, de la France, de la Norvège, de l'Espagne et des États-Unis accordent maintenant la même importance aux deux langues officielles du Canada. Le français et l'anglais ne jouissent toutefois pas du même statut sur les sites Web de 35 missions.

En avril 2002, le chef du Protocole de l'époque a écrit à chaque ambassadeur de mission étrangère au Canada de même qu'aux hauts-commissaires accrédités au Canada pour les encourager et les inciter à diffuser le contenu de leur site Web respectif dans les deux langues officielles et pour promouvoir l'utilisation du français et de l'anglais dans toutes les communications.

Les missions étrangères au Canada suivent les lois de leur pays, et le chef du Protocole peut uniquement leur proposer d'assurer une représentation adéquate tant de l'anglais que du français dans leur site Web. Il n'a aucun pouvoir de contrainte.

Des progrès ont été réalisés, mais certaines missions n'ont toujours pas reconnu les avantages de diffuser l'information dans les deux langues officielles sur leur site Web. Nous encourageons le Ministère à intensifier ses efforts à cet égard et à envisager d'autres avenues, telles que l'augmentation de la fréquence de ses communications avec les missions, soit par écrit ou en personne.

Suivi de la recommandation 2 : recommandation en voie de mise en œuvre.



Recommandation 3

La commissaire recommandait :

que le ministère des Affaires étrangères prenne les mesures appropriées afin que le Canada devienne un véritable chef de file des pays de la Francophonie en matière de promotion de l'usage du français au sein des organisations internationales, et notamment sur leur site Internet.

Affaires étrangères Canada a pris un certain nombre de mesures pour que le Canada devienne un chef de file mondial parmi les pays de la Francophonie en matière de promotion de l'usage du français au sein des organisations internationales.

Une résolution sur le multilinguisme coparrainée par le Canada, qui encourage l'utilisation du français et de l'anglais ainsi que des quatre autres langues officielles des Nations Unies, non seulement dans la cadre des délibérations, mais aussi dans les travaux, la documentation et les sites Web du Secrétariat, a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en février 2002. Le Canada s'est engagé à verser 500 000 dollars pour aider à élever le statut du français comme langue de communication internationale, en favorisant son utilisation au sein des organisations internationales ainsi qu'aux réunions internationales gouvernementales et non gouvernementales. Les activités du Canada se déroulent dans les deux langues officielles. Ses représentants et ses représentantes auprès des organisations internationales interviennent de façon régulière tant en français qu'en anglais, et leurs déclarations ou autres textes sont régulièrement accessibles dans les deux langues officielles. Tous les représentants du Canada auprès des organisations internationales ont été chargés de garder l'œil ouvert sur les questions de langue, et on leur a demandé de rappeler périodiquement aux responsables des organisations leur obligation d'être attentifs au multilinguisme officiel.

Notre analyse de 26 sites Web d'organisations internationales (voir l'annexe C) a révélé que :

- dix organisations accordent désormais la même importance aux deux langues officielles du Canada comparativement à quatre en 2002;
- trois organisations ont maintenant choisi d'inclure du français dans leur site;
- cinq organisations n'offrent pas de version française de leur site Web par rapport à sept en 2002;
- huit autres organisations n'ont pas de page d'accueil en français en comparaison de neuf en 2002.

Même si des progrès ont été accomplis, Affaires étrangères Canada devrait poursuivre ses efforts pour encourager nos ambassadeurs à parler des questions de langue avec leurs homologues des autres pays et à promouvoir l'usage du français. En outre, les ambassades doivent intervenir de sorte que le français soit régulièrement utilisé dans les communications et dans les sites Web des organisations internationales.

Suivi de la recommandation 3 : recommandation en voie de mise en œuvre.

4. CONCLUSION ET RÉPONSE DU MINISTÈRE

L'une des trois recommandations formulées à l'intention d'Affaires étrangères Canada en 2002 a été entièrement mise en œuvre. Le Ministère a pris les mesures nécessaires pour garantir une présence égale des deux langues officielles dans les sites Web des missions diplomatiques canadiennes à l'étranger. Toutefois, Affaires étrangères Canada doit poursuivre ses efforts en vue d'inciter les missions étrangères au Canada et les organisations internationales à accroître le contenu en français dans leurs sites Web.



Dans sa réponse, le ministère des Affaires étrangères a confirmé que le rapport présente fidèlement la situation actuelle. Le Ministère est satisfait des progrès réalisés quant à l'utilisation des deux langues officielles sur les sites Web des missions étrangères au Canada. Le Ministère est également heureux d'avoir une représentation équitable du français et de l'anglais sur les sites Web des missions canadiennes à l'étranger.

Les missions étrangères mènent leurs activités selon les lois de leur pays, et les missions canadiennes à l'étranger font de même. Le Ministère voit la dualité canadienne comme un avantage dans la poursuite des objectifs stratégiques de notre politique internationale. Il continuera d'encourager les missions canadiennes étrangères au Canada à utiliser les deux langues officielles sur le site Web de leur mission et de promouvoir l'utilisation du français au sein des organisations internationales lorsque de telles occasions se présenteront.

Annexe A Sites des missions diplomatiques canadiennes

Pays	Anglais	Français	Autres	ELOC ²	Langues officielles
Argentine	oui	oui	oui	oui	espagnol
Australie	oui	oui	non	oui	anglais
Bangladesh	oui	oui	non	oui	bengali
Belgique	oui	oui	oui	oui	hollandais, français, allemand
Brésil	oui	oui	oui	oui	portugais
Chine	oui	oui	oui	oui	mandarin
Colombie	oui	oui	oui	oui	espagnol
République tchèque ³	oui	oui	oui	oui ⁴	tchèque
Danemark	oui	oui	non	oui	danois
République dominicaine	oui	oui	oui	oui	espagnol
Équateur	oui	oui	oui	oui	espagnol
Finlande	oui	oui	non	oui	finlandais, suédois
France	oui	oui	non	oui	français
Allemagne	oui	oui	oui	oui	allemand
Hongrie	oui	oui	oui	oui	hongrois
Inde	oui	oui	non	oui	hindi, anglais
Indonésie	oui	oui	non	oui	indonésien
Italie	oui	oui	oui	oui	italien
Côte d'Ivoire	oui	oui	non	oui	français
Japon	oui	oui	oui ⁵	oui	japonais
Koweït	oui	oui	non	oui	arabe
Lettonie ⁶	oui	oui	oui	oui	letton
Liban	oui	oui	non	oui	arabe



2. La colonne ELOC, pour Équité des langues officielles du Canada, indique si les deux langues officielles du Canada ont un poids comparable sur le site étudié.

3. La même ambassade dessert aussi la Slovaquie.

4. La navigation entre les versions anglaise et française est difficile, puisque les liens menant aux pages de l'autre langue officielle mènent toujours à la page d'introduction.

5. La population locale peut accéder à un site en japonais à une adresse différente.

6. La même ambassade dessert aussi l'Estonie et la Lituanie.

Annexe A (suite)
Sites des missions diplomatiques canadiennes

Pays	Anglais	Français	Autres	ELOC	Langues officielles
Malaisie	oui	oui	non	oui	malais
Mexique	oui	oui	oui	oui	espagnol
Nouvelle-Zélande	oui	oui	non	oui	anglais, maori
Norvège	oui	oui	oui ⁷	oui	norvégien
Philippines	oui	oui	non	oui	pillipino (ou tagalog), anglais
Pologne	oui	oui	oui	oui	polonais
Roumanie	oui	oui	oui ⁸	oui	roumain
Sénégal ⁹	oui	oui	non	oui	français
Afrique du Sud ¹⁰	oui	oui	non	oui	anglais, afrikaans
Corée du Sud	oui	oui	oui	oui	coréen
Espagne	oui	oui	oui	oui	espagnol
Suède	oui	oui	oui ¹¹	oui	suédois
Thaïlande	oui	oui	oui	oui	thaï
Trinité-et-Tobago	oui	oui	non	oui	anglais
Turquie	oui	oui	oui ¹²	oui	turc
Ukraine	oui	oui	oui ¹³	oui	ukrainien
Royaume-Uni	oui	oui	non	oui	anglais
États-Unis	oui	oui	non	oui	anglais (de facto)
Uruguay	oui	oui	oui	oui	espagnol
Venezuela	oui	oui	oui	oui	espagnol
Vietnam	oui	oui	non	oui	vietnamien

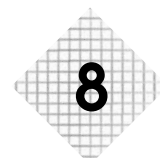


7. Une page d'information et quelques liens sont présentés en norvégien.
8. Un court paragraphe d'introduction est présenté en roumain.
9. La même ambassade dessert aussi le Cap-Vert, la Gambie et la Guinée-Bissau.
10. Le même haut-commissariat dessert aussi le Lesotho, Maurice, la Namibie et le Swaziland.
11. Une page d'information et quelques liens sont présentés en suédois.
12. Un court paragraphe d'introduction est présenté en turc.
13. Une page d'information et quelques liens sont présentés en ukrainien.

Annexe B

Sites des missions diplomatiques étrangères au Canada

Pays	Anglais	Français	Autres	ELOC	Langues officielles
Argentine	oui	oui	oui	non ¹⁴	espagnol
Australie	oui	oui ¹⁵	non	non	anglais
Bangladesh	oui	non	non	non	bengali
Belgique	oui	oui	oui	oui	hollandais, français, allemand
Brésil	oui	oui ¹⁶	oui	non	portugais
Chine	oui	oui	oui	oui	mandarin
Colombie	oui	oui	oui	oui	espagnol
République tchèque	oui	oui	oui	non ¹⁷	tchèque
Danemark	oui	non	non	non	danois
République dominicaine	oui	oui	oui	non ¹⁸	espagnol
Équateur	oui	non	non	non	espagnol
Finlande	oui	oui	oui	oui	finlandais, suédois
France	oui	oui	non	oui	français
Allemagne	oui	non ¹⁹	oui	non	allemand
Hongrie	oui	non ²⁰	oui	non	hongrois
Inde	oui	non	non	non	hindi, anglais



14. Il faut accéder aux pages en anglais avant de pouvoir atteindre la version française des textes seulement.

15. Le contenu en français se limite au message de bienvenue du haut-commissaire qui contient un lien menant à l'Ambassade de l'Australie en France.

16. Pour donner accès à de l'information en français, ce site offre des liens menant au Consulat général à Montréal et à l'Ambassade du Brésil en France.

17. La version anglaise contient davantage d'hyperliens que la version française.

18. De nombreux hyperliens de la version française mènent à des pages en anglais seulement.

19. La présence du français se limite à un bref message de bienvenue annonçant que le nouveau site Web est en construction et que la version française sera accessible sous peu.

20. Ce site est en construction; il ne contient aucune information en français.

Annexe B (suite)

Sites des missions diplomatiques étrangères au Canada

Pays	Anglais	Français	Autres	ELOC	Langues officielles
Indonésie	oui	non	oui	non	indonésien (bahasa indonesia)
Italie	oui	oui	oui	non ²¹	italien
Côte d'Ivoire	non	oui	non	non	français
Japon	oui	non	oui	non	japonais
Koweït ²²					arabe
Lettonie	oui	oui	oui	non	letton
Liban	oui	non ²³	oui	non	arabe
Malaisie	oui	non	non	non	malais
Mexique	oui	non	non	non	espagnol
Nouvelle-Zélande	oui	non	non	non	anglais, maori
Norvège	oui	oui	oui	oui	norvégien
Philippines	oui	non	non	non	pilipino (ou tagalog), anglais
Pologne	oui	oui	oui	non	polonais
Roumanie	oui	oui ²⁴	oui	non	roumain
Sénégal	non ²⁵	oui	non	non	français
Afrique du Sud	oui	non	non	non	anglais, afrikaans
Corée du Sud	oui	non	oui	non	coréen
Espagne	oui	oui	oui	oui	espagnol
Suède	oui	oui	oui	non	suédois
Thaïlande	oui	non	oui	non	thaï
Trinité-et-Tobago	oui	non	non	non	anglais
Turquie	oui	non	oui	non	turc
Ukraine	oui	non	oui	non	ukrainien
Royaume-Uni	oui	oui	non	non ²⁶	anglais
États-Unis	oui	oui	non	oui	anglais (de facto)



21. Quelques pages en français sont en construction ou contiennent moins d'information que leur version anglaise.

22. Nous n'avons pas trouvé le site Web.

23. La version française de ce site est en construction.

24. La version française est offerte mais on ne peut accéder à la page.

25. Ce site est en construction.

26. Certaines pages en français sont en cours de traduction.

Annexe C

Sites des organisations internationales

Organisme	Anglais			Français			ELOC
	Page d'accueil	Accès facile aux éléments présentés	Présentation de l'organisation	Page d'accueil	Accès facile aux éléments présentés	Présentation de l'organisation	
Coopération économique Asie-Pacifique (APEC)	oui	oui	oui	non	non	non	non
Secrétariat pour les pays du Commonwealth	oui	oui	oui	non	non	non	non
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)	oui	oui	oui	non	non	non	non
Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)	oui	oui	oui	non	oui	oui	non
Cour internationale de Justice	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Agence internationale de l'énergie (AIE)	oui	oui	oui	non	non	oui	non
Organisation internationale du Travail (OIT)	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Organisation maritime internationale (OMI)	oui	oui	oui	non	non	oui	non
Organisation internationale de la Francophonie (OIF)	non	non	non	oui	oui	oui	non
Union internationale des télécommunications (UIT)	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)	oui	oui	oui	non	oui	non	non
Organisation des États américains (OEA)	oui	oui	oui	oui	non	oui	non

Annexe C (suite)
Sites des organisations internationales

Organisme	Anglais			Français			ELOC
	Page d'accueil	Accès facile aux éléments présentés	Présentation de l'organisation	Page d'accueil	Accès facile aux éléments présentés	Présentation de l'organisation	
Organisation panaméricaine de la santé (OPS)	oui	oui	oui	non	non	non	non
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
Organisation des Nations Unies (ONU)	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
Union postale universelle (UPU)	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Organisation mondiale des douanes (OMD)	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Organisation mondiale de la Santé (OMS)	oui	oui	oui	oui	non	oui	non
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Organisation météorologique mondiale (OMM)	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
Organisation mondiale du tourisme (OMT)	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
Organisation mondiale du commerce (OMC)	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui

Annexe D

Liste des sites étudiés (missions diplomatiques)

Pays	Ambassade du Canada	Ambassade étrangère au Canada
Argentine	http://www.dfait-maeci.gc.ca/argentina/	http://www.argentina-canada.net
Australie	http://www.dfait-maeci.gc.ca/australia/	http://www.ahc-ottawa.org
Bangladesh	http://www.dfait-maeci.gc.ca/bangladesh/	http://www.iosphere.net/~bhc/
Belgique	http://www.dfait-maeci.gc.ca/canadaeuropa/brussels/	http://www.diplomatie.be/ottawa/
Brésil	http://www.dfait-maeci.gc.ca/brazil/	http://www.brasembottawa.org/
Chine	http://www.beijing.gc.ca	http://www.chinaembassy canada.org
Colombie	http://www.dfait-maeci.gc.ca/colombia/	http://www.embajadacolombia.ca
République tchèque	http://www.canada.cz/	http://www.czechembassy.org
Danemark	http://www.dfait-maeci.gc.ca/canadaeuropa/denmark/	http://www.danish-embassy-canada.com
République dominicaine	http://www.dfait-maeci.gc.ca/dominicanrepublic/	http://www.drembassy.org
Équateur	http://www.dfait-maeci.gc.ca/ecuador/	http://www.ncf.ca/ecuador/
Finlande	http://www.dfait-maeci.gc.ca/canadaeuropa/finland/	http://www.finland.ca
France	http://www.dfait-maeci.gc.ca/canadaeuropa/france/	http://www.ambafrance-ca.org
Allemagne	http://www.dfait-maeci.gc.ca/canadaeuropa/germany/	http://www.ottawa.diplo.de
Hongrie	http://www.dfait-maeci.gc.ca/canadaeuropa/hungary/	http://www.docuweb.ca/Hungary/
Inde	http://www.dfait-maeci.gc.ca/new-delhi/	http://www.hciottawa.ca
Indonésie	http://www.dfait-maeci.gc.ca/jakarta/	http://www.indonesia-ottawa.org
Italie	http://www.dfait-maeci.gc.ca/canadaeuropa/italy/	http://www.italyincanada.com
Côte d'Ivoire	http://www.dfait-maeci.gc.ca/abidjan/	http://www.isa-africa.com/AmbCiCa/
Japon	http://www.dfait-maeci.gc.ca/ni-ka/	http://www.ca.emb-japan.go.jp
Koweït	http://www.dfait-maeci.gc.ca/kuwait/	
Lettonie	http://www.dfait-maeci.gc.ca/canadaeuropa/baltics/	http://www.ottawa.am.gov.lv

Annexe D (suite)
Liste des sites étudiés (missions diplomatiques)

Pays	Ambassade du Canada	Ambassade étrangère au Canada
Liban	http://www.dfait-maeci.gc.ca/beirut/	http://www.lebanonembassy.ca
Malaisie	http://www.dfait-maeci.gc.ca/kualalumpur/	http://home.istar.ca/~mwottawa/
Mexique	http://www.dfait-maeci.gc.ca/mexico-city/	http://www.embamexcan.com
Nouvelle-Zélande	http://www.dfait-maeci.gc.ca/newzealand/	http://www.nzembassy.com/home.cfm?c=38
Norvège	http://www.canada.no/	http://www.emb-norway.ca
Philippines	http://www.dfait-maeci.gc.ca/manila/	http://members.rogers.com/embassyofphilippines/
Pologne	http://www.dfait-maeci.gc.ca/canadaeuropa/poland/	http://www.polishembassy.ca
Roumanie	http://www.dfait-maeci.gc.ca/canadaeuropa/romania/	http://www.cyberus.ca/~romania/
Sénégal	http://www.dfait-maeci.gc.ca/dakar/	http://www.ambassenecanada.org
Afrique du Sud	http://www.dfait-maeci.gc.ca/southafrica/	http://www.southafrica-canada.ca
Corée du Sud	http://www.dfait-maeci.gc.ca/korea/	http://www.emb-korea.ottawa.on.ca
Espagne	http://www.dfait-maeci.gc.ca/canadaeuropa/spain/	http://www.embaspain.ca
Suède	http://www.canadaemb.se/	http://www.swedishembassy.ca
Thaïlande	http://www.dfait-maeci.gc.ca/bangkok/	http://www.magma.ca/~thaiott/mainpage.htm
Trinité-et-Tobago	http://www.dfait-maeci.gc.ca/trinidadtobago/	http://www.ttmissions.com
Turquie	http://www.dfait-maeci.gc.ca/canadaeuropa/turkey/	http://www.turkishembassy.com
Ukraine	http://www.dfait-maeci.gc.ca/canadaeuropa/ukraine/	http://www.infoukes.com/ukremb/
Royaume-Uni	http://www.dfait-maeci.gc.ca/canadaeuropa/united_kingdom/	http://www.britainincanada.org
États-Unis	http://www.canadianembassy.org/	http://www.usembassycanada.gov
Uruguay	http://www.dfait-maeci.gc.ca/uruguay/	http://www.iosphere.net/~uruott/
Venezuela	http://www.dfait-maeci.gc.ca/caracas/	http://www.misionvenezuela.org
Vietnam	http://www.dfait-maeci.gc.ca/vietnam/	http://www.vietnamembassy-canada.ca

Annexe E

Liste des sites étudiés (organisations internationales)

Organisation	Adresse du site Web
Coopération économique Asie-Pacifique (APEC)	http://www.apec.org
Secrétariat pour les pays du Commonwealth	http://www.thecommonwealth.org
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	http://www.fao.org
Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)	http://www.iaea.org
Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)	http://www.icao.int
Cour internationale de Justice (CIJ)	http://www.icj-cij.org
Agence internationale de l'énergie (AIE)	http://www.iea.org
Organisation internationale du Travail (OIT)	http://www.ilo.org
Organisation maritime internationale (OMI)	http://www.imo.org
Organisation internationale de la Francophonie (OIF)	http://www.francophonie.org
Union internationale des télécommunications (UIT)	http://www.itu.int
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)	http://www.nato.int
Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE)	http://www.oecd.org
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)	http://www.osce.org
Organisation des États américains (OEA)	http://www.oas.org

Annexe E (suite)
Liste des sites étudiés (organisations internationales)

Organisation	Adresse du site Web
Organisation panaméricaine de la santé (OPS)	http://www.paho.org
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	http://www.undp.org
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	http://www.unesco.org
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	http://www.unep.org
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	http://www.unicef.org
Organisation des Nations Unies (ONU)	http://www.un.org
Union postale universelle (UPU)	http://www.upu.int
Organisation mondiale des douanes (OMD)	http://www.wcoomd.org
Organisation mondiale de la Santé (OMS)	http://www.who.int
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)	http://www.wipo.int/
Organisation météorologique mondiale (OMM)	http://www.wmo.ch
Organisation mondiale du tourisme (OMT)	http://www.world-tourism.org/
Organisation mondiale du commerce (OMC)	http://www.wto.org